

[Text] need it any longer if you do not have a federal sales tax credit. In addition, a lot of this tax revenue is just being churned; that is, the government is paying the tax on its own goods and services and so on. When it purchases goods and services, it in effect pays the MST. I made it out in this study that \$2.3 billion of the MST is paid by governments. Presumably if you got rid of the MST you would not have to raise that money and it would just be a—

Mr. Dorin: Is that all governments, or just the federal government?

Prof. Brooks: No, all governments.

The Chairman: It can also go against the other governments, eh? We pay their taxes.

Prof. Brooks: That is right. So you would not—

The Chairman: So you would have to absolve this tax—

Prof. Brooks: Oh, is that where the \$700 million came from?

The Chairman: Yes.

Prof. Brooks: I heard you mumble \$700 million. I asked where the hell did that come from?

The Chairman: Yes. We pay their tax. That is one of the places. There is another place in it, but I will go over that with you.

Prof. Brooks: Mr. Chairman, I did not worry too much about these transfers between the federal and provincial governments, in part because it is really hard to know, without more detailed analysis, which level of government will turn out to be better off.

For example, I suggested in here if the government got rid of the MST, the provincial revenues would decline by about \$900 million. Provincial revenues would decline because if you got rid of the MST, prices would decline, the study estimates, by 2.2 percentage points or at least inflation would not. . . Therefore I—

The Chairman: You are on to it now. Provincial revenues on our estimates would not change. The net result of government sector would not be \$2.3 billion; it would be \$0.4 billion.

Prof. Brooks: We can look at those numbers in more detail if you want, Mr. Chairman. This is why you get the revenue decline under the income tax; you do not have this churning and you do not have all these administrative costs.

Mr. Pickard: The next point is pretty critical, since we are in a situation where inflation certainly is a key factor in what is happening to the Canadian economy. Anyone

[Translation] coûte 1\$ milliard; on n'en aurait plus besoin puisqu'on n'aurait plus de taxe de vente fédérale. De plus, une bonne partie des recettes provenant de cette taxe sont simplement recyclées; c'est-à-dire que le gouvernement paie lui-même la taxe sur les ventes des fabricants quand il achète des produits et services. J'ai calculé que 2,3\$ milliards des recettes de la TVF sont payés par les gouvernements. On peut supposer que si l'on se débarrasse de la TVF, ce sera autant d'argent que l'on n'aura pas besoin de percevoir. . .

M. Dorin: Avez-vous dit tous les gouvernements, ou seulement le gouvernement fédéral?

M. Brooks: Non, tous les gouvernements.

Le président: Cela peut également se retourner contre les autres gouvernements, n'est-ce pas? Nous payons leurs taxes.

M. Brooks: C'est exact. Ainsi, on n'aurait pas. . .

Le président: Il faudrait donc acquitter cette taxe. . .

M. Brooks: Ah bon, c'est de là que viennent les 700\$ millions?

Le président: Oui.

M. Brooks: Je vous avais entendu marmonner le chiffre de 700\$ millions. J'avais demandé d'où diable provenait cette somme?

Le président: Oui. Nous payons leur taxe. C'est l'un des endroits. Il y a un autre endroit, mais je pourrai vous l'expliquer en privé.

M. Brooks: Monsieur le président, je ne me suis pas trop inquiété de ces transferts entre les gouvernements fédéral et provinciaux, en partie parce qu'il est assez difficile de déterminer, sans faire une analyse plus fouillée, quel niveau de gouvernement en sortira gagnant.

Par exemple, j'ai dit dans mon étude que si le gouvernement se débarrassait de la TVF, les recettes provinciales baisseraient d'environ 900\$ millions. Les recettes provinciales diminueraient parce qu'en éliminant la TVF, les prix baisseraient; dans l'étude, on évalue cette baisse à 2,2 points de pourcentage ou, du moins, l'inflation n'aurait pas. . . Par conséquent, je. . .

Le président: Vous avez mis le doigt sur le problème. D'après nos prévisions, les recettes provinciales ne changeraient pas. Le résultat net pour le secteur gouvernemental ne serait pas de 2,3\$ milliards, mais bien de 0,4\$ milliard.

M. Brooks: Nous pouvons examiner ces chiffres de plus près si vous le voulez, monsieur le président. C'est pourquoi il y aurait une baisse des recettes dans la solution faisant appel à l'impôt sur le revenu; on n'aurait pas cet effet multiplicateur ni les frais d'administration.

M. Pickard: Le point suivant est assez critique, étant donné que dans la conjoncture actuelle, l'inflation est certainement un facteur clé de l'évolution de l'économie